ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 1777

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE 18 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objectif de cet article, introduit en commission, est d'inscrire dans la loi un délit d'entrave à l'euthanasie ou au suicide assisté. En clair, il s'agit de verrouiller au maximum toute action ou information visant à informer les patients en fin de vie sur l'ensemble des alternatives qui existent pour vivre une fin de vie digne et apaisée.

La technique est connue ; elle vise à priver de liberté ceux qui pensent différemment au détriment - comme toujours - des personnes qui se retrouvent à faire des choix décisifs - et ici, ô combien décisifs - car il s'agit dans ce projet de loi pour les personnes en fin de vie, de choisir ni plus ni moins de vivre à l'aide des soins palliatifs ou de mourir par injection létale.

Autant dire que cette décision sera irrémédiable si c'est la voie de l'objection létale qui est choisie...

Quoi qu'il en soit, c'est une drôle de société « bien-pensante » qui continue de se dessiner sous la main de ceux qui réclament toujours plus de liberté d'une main mais qui la reprenne de l'autre...

Enfin, et cela confirme cette idée, le refus catégorique d'inscrire dans la loi un délit d'incitation à l'euthanasie ou au suicide assisté illustre parfaitement l'absence de recherche d'équilibre de ce projet de loi qui n'en finit pas de transgresser le moindre principe éthique de notre société...